

**DEPARTEMENT DE  
LA HAUTE-SAVOIE**

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**ARRONDISSEMENT DE  
ST-JULIEN-EN-GENEVOIS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ANNEMASSE  
LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

**SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA - 74100 ANNEMASSE**

**OBJET :**

**DECISION DU PRESIDENT**

**CONVENTION DE MISE À  
DISPOSITION DE LA  
PARCELLE CADASTRÉE  
B2435 P3, PROPRIÉTÉ DE  
LA COMMUNE - PROJET  
HABITAT ADAPTÉ - 68,  
IMPASSE DE LA GRANDE  
DALLE - COMMUNE  
D'ETREMBIÈRES**

Vu la délibération du conseil communautaire du 15 juillet 2020 n°C-2020-0067 concernant les délégations de pouvoirs du conseil au profit du bureau et du président, et notamment le(s) paragraphe(s) P-24 de son annexe ;

**D\_2020\_0269**

Vu la délibération n°C-2017-0005 du 18 Janvier 2017, portant modification des statuts d'Annemasse Agglo et qui prévoit que l'EPCI est compétent pour agir au titre de ses compétences obligatoires en matière d'équilibre social de l'habitat, en matière d'opérations en faveur du logement des personnes défavorisées relevant de l'intérêt communautaire.

Vu la délibération n°C-20108-0031 du 28 Février 2018 portant modification de la définition de l'intérêt communautaire en matière d'habitat, pour intégrer explicitement au chapitre des opérations d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées, les opérations destinées aux populations en voie de sédentarisation identifiées sous les appellations suivantes : Annemasse (rue des Jardins), Vétraz-Monthoux (Trois Noyers), Machilly, Etrembières (la grande Dalle) et Cranves-Sales (les Peyreuses).

Sur la commune d'Etrembières, le logement de la Grande Dalle est en cours de réception.

Pour rappel, une convention d'autorisation de travaux sur la parcelle cadastrée B 2535 p3 signée respectivement le 6 septembre 2019 par le Président d'Annemasse Agglo et le 25 Octobre 2019 par Monsieur le Maire d'Etrembières, a permis à la collectivité de réaliser la construction d'un logement adapté, conformément aux engagements des parties.

Il s'agit plus précisément de la parcelle détaillée ci-dessous :

Lieu-dit	Commune	Propriétaire	Section et n°cadastral	Affectation	Zonage PLU	Surface de la parcelle (m2)
Les COMBES OUEST	Etrembières	Commune d'Etrembières	B 2535 p3	Terrain Habitat adapté	U (Uc)	681

Aujourd'hui, l'ensemble des travaux mentionnés dans l'autorisation de travaux ont été réceptionnés. Un géomètre est également intervenu en date du 31 Juillet 2020 pour réaliser la division parcellaire.

Dans l'attente de la rédaction du bail emphytéotique, il convient de conventionner avec la commune d'Etrembières pour la mise à disposition de la parcelle emménagée. Et ce, pour autoriser Annemasse Agglo à louer le logement à la famille DICK-HOUGNON à compter du lundi 7 septembre 2020.

La convention comprend notamment les modalités suivantes :

- Une mise à disposition de la parcelle pour un usage d'habitation « habitat adapté », conformément aux compétences relevant de la cohésion sociale et de l'accompagnement des publics en difficultés, mentionnée dans les statuts d'Annemasse Agglo, à l'exclusion de toute autre activité ;
- La commune d'Etrembières accepte qu'Annemasse Agglo loue par convention d'occupation précaire le logement à compter du 7 septembre 2020 ;

- Une prise d'effet de la convention à compter de sa signature, ~~et ce, pour une durée d'un~~ an. Elle prendra fin à la date de signature du bail emphytéotique ;
- Une mise à disposition à titre gratuit.

Le Président DÉCIDE :

D'APPROUVER les termes de la convention de mise à disposition de la parcelle cadastrée B 2535 p3, d'une superficie de 681m<sup>2</sup>, propriété de la commune d'Etrembières, à titre gratuit, pour une durée d'un an, dans le cadre de la compétence relevant de la cohésion sociale et de l'accompagnement des publics en difficultés, mentionnée dans les statuts d'Annemasse Agglo, annexée à la présente,

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant en cas d'empêchement, de signer les documents relatifs à ce dossier.

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.*